Kagame brandit la menace d'une nouvelle rupture diplomatique avec la France

@rib News, 10/10/2016 - Source AFP Le président rwandais Paul Kagame a implicitement menacé la France lundi d'une nouvelle rupture des relations diplomatiques à la suite de la décision par des juges français de relancer leur enquête sur l'attentat contre l'ex-président Juvénal Habyarimana, attentat qui a déclenché le génocide rwandais de 1994. "Si tout recommencer doit s'assimiler à une preuve de force, et bien nous aurons une preuve de force", a mis en garde le président Kagame à Kigali, lors d'un discours devant le Parlement.

Les juges français ont décidé de relancer leur enquête pour entendre l'ex-général Faustin Kayumba Nyamwasa, qui accuse l'actuel président Paul Kagame d'être l'instigateur de l'attentat contre M. Habyarimana, a appris vendredi l'AFP de sources concordantes. L'attentat contre l'avion de Habyarimana le 6 avril 1994 est considéré comme l'élément déclencheur du génocide des Tutsi au Rwanda, qui a fait au moins 800.000 morts. Au Rwanda, une commission d'enquête a imputé l'attentat à des extrémistes hutu voulant se débarrasser d'un président jugé trop modéré. En l'enquête ouverte à Paris après la plainte des familles de l'équipage, composée de Français, avait été close en janvier et une demande de non-lieu soumise par la défense de sept protagonistes mis en examen. La décision des juges de demander l'audition de l'ex-général Nyamwasa est susceptible d'ouvrir un nouveau délai de plusieurs mois. "Après avoir trouvé que ce qu'ils cherchaient n'était pas là et ne reposait sur rien, je lis dans les médias que nous devrions tout recommencer", a lancé M. Kagame, avant de menacer de manière voilée d'une nouvelle rupture des relations diplomatiques. "Souvenez-vous, autrefois, lorsqu'au lieu d'aller chercher un visa à l'ambassade française, vous alliez dans une autre ambassade", a déclaré Paul Kagame. "Tout recommencer peut à nouveau signifier cela". Les relations diplomatiques avec la France avait été rompues, et l'ambassade de France à Kigali fermée, entre 2006 et 2009, à la suite de l'émission de mandats d'arrêt par un juge français contre des proches du président Kagame, soupçonnant un commando du Front Patriotique Rwandais (FPR, au pouvoir) d'être derrière l'attentat contre M. Habyarimana. "C'est la France qui devrait être sur le banc des accusés et être jugée", a lancé le président. Les autorités rwandaises accusent toujours l'armée française d'avoir été impliquée dans le génocide de 1994. Ancien chef d'état-major de l'armée rwandaise (1994-2002), M. Nyamwasa s'est réfugié en Afrique du Sud où il a fait l'objet d'au moins deux tentatives d'assassinat.